

Russian Language and Search for Identity

La langue russe et la quête identitaire

Limba rusă și căutarea identității

Olga INKOVA

Université de Genève

E-mail: Olga.Inkova@unige.ch

[...] die Semiotik [...] : eine Entzifferung der menschlichen Seele aus ihrer Sprache.

J. G. Herder

Abstract

*The objective of this article is to reflect on the role of the Russian language in the construction of the national identity by analysing the values and the use of the Russian words *narod* et *nacija* and their French equivalents *peuple* and *nation*. The author argues for the importance of linguistic data for this type of study.*

Résumé

*L'objectif de cet article est de réfléchir sur le rôle de la langue russe dans la construction de l'identité nationale, en analysant les valeurs et l'emploi des mots russes *narod* et *nacija* et de leurs équivalents français *peuple* et *nation*. L'auteur montre l'importance des données linguistiques pour ce type d'études.*

Rezumat

*Obiectivul acestui articol îl constituie reflecția asupra rolului limbii ruse în construirea identității naționale, analizând valorile și modurile de utilizare a cuvintelor rusești *narod* și *nacija* și a echivalentelor franceze *peuple* și *nation*. Autorul arată importanța datelor lingvistice pentru acest tip de studii.*

Keywords: *Russian, national identity, people, nation*

Mots clés: *langue russe, identité nationale, peuple, nation*

Cuvinte cheie: *limbă rusă, identitate națională, popor, națiune*

Dans ma brève étude, j'aimerais aborder la problématique de la politique linguistique sous un angle un peu particulier : au lieu d'examiner la politique des langues, je me pencherai plutôt sur le rôle de la langue dans la politique, et plus exactement, dans la construction de l'identité nationale. Mais on verra que ces deux aspects sont étroitement liés. Dans mon étude « Les Russes : peuple ou nation ? Quelques remarques sur la construction discursive de l'identité nationale »¹, j'ai montré que le rôle de la langue – en l'occurrence de la langue russe – dans la fabrication de l'identité nationale est triple. Tout d'abord, la langue sert de principe unificateur à la nation-ethnie, tout particulièrement dans le modèle allemand de la nation qui prévaut en Russie aujourd'hui. La nation russe se forge comme une communauté de langue et de culture. Deuxièmement, la langue russe est

un moyen d'unification politique de la nation-état, comme c'était le cas dans l'ex-URSS et comme c'est le cas actuellement dans la Fédération de Russie. Enfin, la langue participe de la construction discursive de l'identité nationale : la définition et l'usage de la terminologie en disent long sur la façon dont est conçue l'identité nationale. Dans cette étude j'aimerais reprendre et approfondir quelques éléments de ma réflexion précédente. Mon point de vue ne sera pas celui d'un historien ou d'un sociologue, mais d'un linguiste. Dans la lignée des idées d'E. Benveniste², je montrerai l'importance des données linguistiques pour l'étude de l'identité nationale. Plusieurs questions surgissent en effet immédiatement, du moins pour un linguiste attentif au sens des mots, quand on aborde cette problématique. Comment définir la notion d'identité nationale ? À quelle réalité renvoie-t-elle en russe ? Quel est le statut officiel de la langue russe appelée à jouer un rôle si important dans le modèle identitaire russe à l'époque actuelle ? Dans les lignes qui suivent, je tâcherai de répondre, du moins partiellement, à ces questions.

1. *L'identité nationale : sur quelques difficultés terminologiques*

En français, l'expression « identité nationale » est assez récente : elle date à peu près des années 1980³. Avant, on parlait plutôt de « sentiment national ». Dans le cas du russe, qui recourt volontiers aux racines latines et grecques pour créer sa terminologie, le terme *identičnost'*, même s'il existe, est encore plus récent et est loin d'être aussi employé que le terme français, même s'il commence, ces derniers temps, à gagner du terrain et à remplacer les termes *nacional'noe (samo)soznanie* '(auto)conscience nationale' et *nacional 'najasamobytnost'* '(auto)existence nationale'. Ce dernier met plutôt l'accent sur l'originalité, la spécificité d'une nation par rapport aux autres nations : c'est un ensemble de traits typiques qui créent sa différence. Le premier, lui, réfère à la volonté de s'affirmer en tant que nation et à la conscience d'appartenir à une nation. Un autre terme courant en russe est *nacional 'najaideja* 'idée nationale'. À la différence des deux autres, neutres de ce point de vue, il fait écho à un courant d'idées bien précis. Rappelant le titre des ouvrages des philosophes russes V. Soloviev et N. Berdiaev – *Russkajaideja* –, il fait penser à une « vocation » particulière du peuple russe, à son rôle de « peuple élu ». Quel que soit le terme que l'on utilise, l'idée semble néanmoins être plus ou moins la même : il s'agit d'un principe unificateur, de l'ensemble des 'points communs' entre les personnes qui se reconnaissent d'une même nation, mais aussi du sentiment de faire partie d'une nation.

Si la notion d'identité nationale est récente, le sentiment national est, pour sa part, beaucoup plus ancien, et les nations ont eu le temps de se fabriquer un 'kit' identitaire qui inclut le plus souvent une histoire multiséculaire, des héros, des ancêtres fondateurs, un folklore, une gastronomie et une langue. À partir de cette base commune se sont toutefois développées différentes conceptions de la nation, et l'idée contenue dans l'adjectif *nacional* est souvent tributaire de deux façons de concevoir la Nation et l'Etat à l'époque moderne : l'une est traditionnellement liée aux Lumières et à la Révolution française ; l'autre est associée aux intellectuels romantiques allemands et à la notion de *Volkgeist* forgée par Herder. La conception dite 'française' est fondée sur l'idée d'adhésion volontaire, de *contrat social* ou de projet politique qui donne naissance à la nation. La nation s'apparente ainsi à un corps politique, à une union de volontés libres s'appuyant, certes, sur une culture et une langue communes. La conception dite 'allemande' exalte au contraire les origines, les traditions, ou, dans les termes d'Herder, « les liens naturels organiques ». La nation est ici une donnée éternelle, une communauté vivante de langue et de race à laquelle on appartient par droit de naissance, parce que l'on s'y enracine naturellement. La place de la langue dans ces deux modèles est ainsi fondamentalement différente : dans le modèle allemand, la langue est l'essence de la nation, tandis qu'elle n'est qu'un moyen pour parvenir à l'unité nationale dans le modèle français⁴.

La plupart des historiens jugent aujourd'hui cette opposition 'géographique' trop simpliste (en effet, les deux conceptions peuvent coexister à l'intérieur de la France ou de la Russie, par exemple), mais elle semble néanmoins se maintenir dans la définition de *nation* et *peuple*, deux termes « à la source de malentendus constants entre l'Est et l'Ouest de l'Europe »⁵. En russe, les acceptions des mots correspondants – *nacija* 'nation' et *narod* 'peuple' – sont moins bien définies, voire renversent souvent l'opposition établie entre *peuple* et *nation* en français⁶. Ainsi, le *Trésor de*

la Langue Française informatisé (s.v. Nation)⁷ insiste sur cette distinction sémantique entre les deux termes : « *Nation* implique une idée de spontanéité, de communauté d'origine. *État* implique une idée d'organisation politique et administrative. Une nation peut être partagée, appartenir à plusieurs états, un état peut comprendre plusieurs nations. *Nation* désigne un groupe humain envisagé sous le rapport de la communauté d'origine, de langue; *peuple* désigne un groupe humain envisagé du point de vue du gouvernement et des rapports politiques. »⁸ Dans le même ordre d'idées, nous pouvons lire dans le *Grand Larousse du XIX^e siècle*⁹ : « Un *peuple* ne se distingue d'un autre *peuple* que par le pays qu'il occupe, par le gouvernement auquel il est soumis. Une *nation* peut former plusieurs *peuples*, quand les révolutions politiques ont divisé ce qui était d'abord uni ; un *peuple* peut être formé de plusieurs *nations*, quand la même cause réunit sous une seule autorité ce qui était d'abord divisé ».

En russe, le mot *narod* 'peuple' dans l'expression *sovetskij narod* 'peuple soviétique' semble correspondre à l'acception politique de *peuple* en français. Rappelons que le terme *peuple soviétique* commence à s'employer dans les années trente du siècle passé dans des articles de journaux, des chansons patriotiques et dans les ukases de Staline, pour désigner la population de l'URSS. Jusqu'aux années soixante, cependant, le terme n'a pas été idéologisé. Au XXII^e Congrès du PCUS (1961), N. Khrouchtchev postule l'existence en URSS d'une « nouvelle communauté historique de personnes de différentes appartenances ethniques¹⁰ ayant des traits caractéristiques communs – le peuple soviétique ». Mais ce n'est que dix ans plus tard, en 1971, que le XXIV^e Congrès du PCUS donne la définition officielle de cette communauté : « Le peuple soviétique, une nouvelle communauté historique, sociale et internationale de personnes ayant en commun un territoire, une économie, une culture socialiste par le contenu, un état fédéral populaire et un but final commun : la construction du communisme »¹¹. Cette définition sera incorporée dans la Constitution de l'URSS de 1977 et entrera telle quelle dans tous les manuels et dictionnaires. Le *Dictionnaire philosophique*¹² ne précisera que l'aspect 'culturel' de cette définition : au contenu socialiste de la culture du peuple soviétique sera ajoutée la diversité nationale de sa forme. Cette « nouvelle communauté de personnes » est considérée comme le résultat des transformations sociales et du rapprochement des travailleurs de toutes les nations (*nacija*) et toutes les ethnies (*narodnost*).

Tout cela nous permet de conclure que le mot *narod* 'peuple' est employé ici pour désigner une communauté territoriale, politique, économique, idéologique, en faisant abstraction de la diversité ethnique – sauf dans le domaine culturel – et que le terme *peuple soviétique* correspond au modèle français de l'Etat-Nation¹³. C'est notamment le cas pour le critère de l'unité territoriale, qui n'est pas prise en compte dans le modèle allemand, et pour le rôle attribué à la langue russe en tant qu'instrument d'unification politique¹⁴. J'y reviendrai dans le paragraphe suivant.

Les affinités sémantiques des termes *narod* et *peuple* s'arrêtent toutefois là. Les dictionnaires russes donnent d'autres acceptions du mot *narod*, où l'on peut observer des similitudes avec le mot *nacija*¹⁵, ainsi que le renversement des acceptions de ces deux mots russes par rapport à leurs équivalents français. Ainsi, le *Dictionnaire raisonné de la langue russe* de Vladimir Dahl, dont la deuxième édition modifiée paraît en 1880-1882, c'est-à-dire à la même époque que le *Grand Larousse du XIX^e siècle*, considère *narod* et *nacija*, dans les acceptions qui nous intéressent, comme synonymes. *Narod* 'Peuple' : les gens nés sur un territoire défini ; ethnie ; habitants d'un pays parlant une même langue ; habitants d'un état soumis à l'autorité d'un même gouvernement. *Nacija* 'Nation' : emprunté au français¹⁶, peuple (*narod*) dans un sens large ; ethnie ; les gens de la même race qui parlent la même langue¹⁷.

À une époque plus récente, en lisant des phrases comme *L'URSS est une maison commune des peuples-frères* ou *les peuples de Russie* (vsle peuple de la Russie = les citoyens de la Fédération de Russie, *rossijskij narod, narod Rossii*) ou encore les définitions données aux habitants des républiques 'nationales' (*nacional'nye*) qui composaient l'URSS, on constate que le mot *narod* peut avoir une acception aussi bien politique qu'ethnique. Dans l'entrée *Russkie* 'Russes' du

Dictionnaire raisonné de la langue russe en quatre volumes (MAS) paru avant la dissolution de l'URSS¹⁸, nous lisons « nation, population dominante (*osnovnoe*) de la République fédérée de Russie, ainsi que les personnes appartenant à cette nation ». Des définitions identiques sont données aux Arméniens, aux Géorgiens ou aux Ukrainiens, ainsi qu'à la « population dominante » de chacune des quinze républiques fédérées de l'Union Soviétique. La situation se complique quand on passe aux républiques autonomes : si les Tatares, habitants de la république autonome du Tatarstan, ou les Oudmourtes, habitants de la république autonome d'Oudmourtie, se voient définir comme nation, les Daghestanais qui habitent au Daghestan, également république autonome, sont simplement définis comme population ou encore comme communauté de peuples autochtones du Daghestan parlant des langues appartenant au groupe daghestanais de la famille de langues nord-caucasienne. La population du Daghestan est en effet caractérisée par un mélange ethnique et linguistique particulièrement riche. On y recense au moins 40 langues appartenant à différents groupes linguistiques. Les Caréliens, en revanche, sont appelés « peuple constituant la population dominante de la République autonome de Carélie », définition d'autant plus étrange que selon les données du recensement général de 2002, les Russes sont majoritaires dans cette république avec 76,6%, alors que les Caréliens ne représentent que 9,2% de la population, précédant les Biélorusses(5,3%), les Ukrainiens (2,7%), les Finnois(2,0%) et les Vepses(0,7%). Il s'agit probablement de la majorité de la population indigène constituée par les Caréliens et les Vepses. La même définition est donnée aux Tchétchènes : peuple habitant dans la république de Tchétchéno-Ingouchie ; aux Kabardes : peuple constituant la population dominante dans la république de Kabardino-Balkarie. En même temps, les peuples dont les noms figurent dans la deuxième partie des appellations de ces républiques – les Ingouches et les Balkars – sont définis différemment : les Ingouches comme un des peuples caucasiens, apparenté aux Tchétchènes, sans indication territoriale ; les Balkars sont en revanche un « peuple faisant partie de la population » de la république de Kabardino-Balkarie. Dans ces définitions, la distinction entre *nation*, *peuple* et *population* n'est pas « d'ordre politico-administratif », comme le veut S. Sakhno¹⁹. Les Daghestanais et les Caréliens étaient alors des « nationalités titulaires » (*titul 'najanacija*) au même titre que les Russes ou les Tatares : la république autonome correspondante portait – et porte encore aujourd'hui – leur nom. De ce fait, ils auraient dû être définis comme nations. Or, leur définition est soit administrative, fondée sur les critères territorial et linguistique²⁰ (population, pour les Daghestanais), soit ethnique (peuple, pour les Caréliens), alors même que ces derniers constituent, selon la définition du dictionnaire, la « population dominante » de la Carélie, à l'instar des Russes dans la Fédération de Russie²¹. D'autre part, le statut de « peuple apparenté aux Tchétchènes » n'a pas empêché aux Ingouches de créer en 1992 une république autonome, la plus petite, il est vrai, au sein de la Fédération de Russie, mais qui affirme le statut de nation du peuple ingouche. Les républiques caucasiennes veulent d'ailleurs proposer, pour éviter la discrimination des ethnies dans les républiques multiethniques, de remplacer leurs noms existants par des noms géographiques. Ainsi, la république de Kabardino-Balkarie où cohabitent une quinzaine d'ethnies devrait porter le nom de République du Pré-Elbrouz²² dû au nom du sommet le plus haut de l'Europe qui se trouve sur son territoire.

En examinant les noms donnés à différentes ethnies de l'URSS, force est de constater que le mot *narod* est refoulé ici dans la terminologie ethnographique et désigne une communauté ethnique, au même titre que *plemja* 'tribu' ou *narodnost* 'petit peuple, ethnie', et qu'il est synonyme de ce dernier²³. C'est le terme *nacija* qui renvoie à une organisation politique²⁴. Le *Dictionnaire encyclopédique*²⁵ souligne même que le terme *nation* ne doit pas être compris comme équivalent d'*ethnie*, ensemble de personnes que rapproche la communauté de langue, de territoire, de culture, de coutumes. Mais c'est justement cette composante qui prévaut dans le mot russe *nacional 'nost*', qui n'a rien à voir avec *nationalité* en français : le mot russe réfère aux origines de la personne, à son appartenance ethnique²⁶ (en URSS, on pouvait être *citoyen* soviétique de *nationalité* ukrainienne, géorgienne ou iakoute), alors que le mot français réfère à un lien juridique et politique qui rattache un individu à un État, ce qui est désigné en russe par le mot *graždanstvo* 'citoyenneté'.

De ce fait, la formule qui ouvre le préambule de la Constitution russe en vigueur (1993) « *My, mnogonacional 'nyjnarod Rossijskoj Federacii...* » doit être traduite non pas par ‘Nous, peuple multinational de la Fédération de Russie...’²⁷, mais plutôt comme ‘Nous, peuple multiethnique...’²⁸. Soulignons également que, tout au long du texte de ladite Constitution, le terme *narod* ‘peuple’ est tiraillé entre ses deux interprétations, politique et ethnographique. L’article 5, pour ne citer qu’un exemple, parle déjà des peuples au pluriel (*ravnopravie i samoopredelenienarodov* ‘l’égalité et l’autodétermination des peuples’).

La différence terminologique entre *peuple* et *nation* en russe est donc assez difficile à cerner, de sorte que leur usage semble parfois arbitraire : tantôt c’est la nation russe qui est censée être composée de différents peuples (*mnogonarodnajanacija*, le terme de I. Iljin), tantôt c’est le peuple russe qui est multinational (*mnogonacional'nyjnarod*), avec une préférence, dans la doctrine officielle, pour ce dernier terme. Et ceci, malgré le fait que les deux mots soient très fréquents dans le discours sociopolitique de la Russie d’aujourd’hui. La phrase de D. Medvedev, à l’époque le Président de la Russie, adressée le 9 mai 2010 aux Russes lors du défilé militaire « Cette guerre a fait de nous une nation(*nacija*)forte » reste de ce fait un peu énigmatique et suscite une vive polémique, notamment parce que la guerre a été menée et gagnée par le peuple soviétique. Malgré son caractère polémique, cette phrase reflète l’idée que le *peuple* est une réalité primaire, prérationnelle, selon le mot de N. Berdiaev, une sorte de ‘matière brute’ qui devient ou se transforme en *nation*. Rappelons l’exemple relevé par S. Sakhno dans la presse russe : « Il est prévu de faire du peuple (*narod*) bachkir une nation (*nacija*) sans alcool, sans tabac ni drogue »²⁹.

2. La langue russe dans la formule identitaire en Russie d’aujourd’hui

Ce flou définitoire, qui ne facilite pas les interrogations identitaires des Russes réanimées lors des deux dernières décennies, n’est toutefois pas un hasard. Il s’explique, de même que la prédominance de la composante ethnique dans le contenu des deux termes – *nacija* et *narod* –, par le fait que, des deux conceptions de la nation – ‘française’ (nation comme projet politique) et ‘allemande’ (nation comme ethnie) –, c’est la deuxième qui reste dominante en Russie d’aujourd’hui. Selon A. Agadjanian³⁰, le modèle de nation à la française, *société civile*, a prévalu dans l’idéologie anti-communiste de la fin des années 1980, idéologie qui, inspirée par le modèle libéral occidental, a tenté de mettre au centre de la problématique identitaire les valeurs démocratiques. Dix ans après, cet état d’esprit n’a pas disparu, mais il s’est révélé de moins en moins adapté aux attentes de la société et a perdu de son importance. L’effondrement de l’URSS en 1991, qui a redessiné les frontières du pays, la perestroïka qui a obligé à revoir, et souvent à rejeter, les repères historiques, sociaux et culturels de l’époque soviétique, ont été accompagnés d’une importante crise identitaire et de la recherche de nouveaux repères et symboles nationaux. Au cours des années 1990, c’est la conscience ethnique qui s’est renforcée au sein de la majeure partie de la population. L’accent est mis sur la dimension ethnoculturelle de la *russité*³¹, une sorte de réaction au caractère anti-russe des politiques nationales des ex-républiques de l’URSS et à la situation précaire des minorités ethniques russes (et de la langue russe³²) dans ces nouveaux états indépendants.

Il est clair que dans cette formule identitaire la langue russe – la mémoire de la nation – est appelée à jouer un rôle de tout premier plan³³. Voici quelques extraits de discours sur la langue russe des années 90³⁴ : « La langue est une particularité distinctive du peuple, le noyau de ses particularités et de son esprit national. Le souci du développement et de la pureté de la langue, c’est-à-dire de la conservation de l’âme de la nation, doit commencer avec l’attention portée à l’apprentissage de la langue maternelle à l’école. [...] Le mot [...] conserve la sagesse du peuple ». Ou encore : « On peut maintenant se persuader qu’Ušinskij³⁵ avait raison de dire que “la langue est le lien le plus vivant, le plus solide et le plus riche qui relie les générations passées, présentes et à venir du peuple en une grande totalité historique vivante ». Cette dernière citation met également en évidence la continuité du discours sur la langue-mémoire et langue-âme du peuple.

Soulignons toutefois que si le statut de la langue russe en tant que langue commune grâce à laquelle s'identifie la nation-ethnie n'est jamais remis en question, son statut de langue-unificatrice de l'Etat-nation est récent. En effet, le russe n'a eu le statut juridique de langue nationale ni de langue officielle ni dans l'Empire russe, ni dans l'URSS, même s'il l'était *de facto*. Le premier texte législatif dans l'histoire russe affirmant la primauté de la langue russe en tant que langue officielle date de 1990 (« Loi sur les langues des peuples de l'URSS ») et en tant que langue nationale (de l'État) de 1991 (« Loi sur les langues des peuples de la Fédération de Russie »). Quelle était alors la situation du russe en URSS ? Avant de répondre à cette question, il est nécessaire de faire encore quelques précisions terminologiques. Il est d'usage de distinguer, à la suite des recommandations de l'UNESCO de 1953, deux fonctions différentes d'une langue dans un état :

- une langue *nationale*, qui est une langue spécifiquement désignée comme telle, dans la Constitution ou les textes de loi d'un état, celle qui joue le rôle du facteur intégrateur et symbolise, pour ainsi dire, cet état ; elle s'impose à tous les services officiels de l'État (organes de gouvernement, administrations, tribunaux, registres publics, documents administratifs, etc.), ainsi qu'à tous les établissements privés qui s'adressent au public ;
- une langue *officielle*, qui, sans être le symbole de l'état-nation, est utilisée dans tous les services officiels de l'État.

Cette distinction reste toutefois une recommandation, car pour nombre de pays cette opposition, du reste assez mal définie, n'est pas pertinente : Nation, État et langue y coïncident. Ces termes existent bien évidemment aussi en russe, mais l'équivalence terminologique peut être établie uniquement pour le couple *langue officielle* et *oficial'nyjjazyk*. Le terme *langue nationale*, en revanche, doit être traduit non pas par *nacional'nyjjazyk*, comme on pouvait s'y attendre, mais par *gosudarstvennyjjazyk* 'langue de l'État, étatique'. Le terme *nacional'nyjjazyk*, quant à lui, doit être traduit en français plutôt comme 'langue ethnique', car il désigne la langue d'une nation-ethnie qui, avec une communauté de territoire, de vie économique et de culture, forme la nation (*cf.* la définition de la nation par Staline dans son article « Le marxisme et la question nationale » citée ci-dessus).

Il est bien connu qu'une des plus grandes promesses du programme des bolcheviks était la « résolution de la question nationale ». Les bolcheviks entendaient par cela le fait de donner à chaque peuple, nationalité (*narodnost'*) ou ethnie le droit d'utiliser et de développer pleinement sa civilisation et sa langue. En effet, une semaine après la prise du pouvoir par les soviets voit le jour la « Déclaration sur les droits des peuples de Russie ». L'expression administrative en est la création des républiques fédérales, républiques autonomes, régions et districts autonomes et la mise en place de la politique de la « construction linguistique ». Dans les quinze ans qui ont suivi la Révolution, plus de cinquante langues exclusivement orales jusqu'alors ont reçu une écriture et un standard polyfonctionnel, alors qu'une vingtaine d'autres ont été élevées au rang de langues dites 'nationales' (*nacional'nye*), les nations correspondantes ayant été organisées administrativement en une république, fédérée ou autonome. En revanche, la création ou la propagation d'une koïné, objectif indispensable dont dépendait la communication à l'intérieur de l'Union, n'était pas réalisable durant cette période, à cause des troubles de la guerre civile, du manque de moyens et de personnel, ainsi que du bas niveau d'alphabétisation de la population.

Cette question a été abordée avec vigueur à partir des années trente qui marquent une nouvelle phase dans l'histoire de la politique linguistique en URSS. Comme on le sait, les perspectives d'extension de la Révolution avaient fait place « à la construction du socialisme dans un seul pays ». Les conséquences de ce changement de perspective ont été nombreuses ; je ne mentionnerai que celle qui nous intéresse directement, à savoir l'exaltation du patriotisme soviétique dans lequel, comme le note R. L'Hermitte « le rôle attribué à la Russie, à son histoire, à sa mission, à sa culture, allait s'affirmer avec toujours plus de vigueur »³⁶. Dès la fin des années trente, dans la phraséologie officielle, le peuple russe commence à être appelé « le grand frère », « le premier parmi les égaux ». La langue russe doit devenir « la deuxième langue maternelle » des Soviétiques non-russophones en tant que « langue de la nation la plus développée qui s'est trouvée

à la tête de transformations révolutionnaires du nouvel état et qui a mérité l'amour et le respect de tous les autres peuples »³⁷ (Isaev 1970 : 65). C'est à ce moment-là que l'étude du russe est introduite dans tous les degrés de l'enseignement en URSS, politique qui prendra de l'ampleur dans les années 50.

La langue russe n'acquiert cependant ni le statut de langue nationale (à comprendre comme langue d'Etat définie ci-dessus), ni celui de langue officielle, mais celui de « langue de communication interethnique » (*jazykmeznačional' nogoobščeniija*). M. Isaev dans son article sur la politique linguistique et nationale en URSS, une sorte de bilan des 60 ans de la Révolution d'Octobre, trouve nécessaire de préciser que ce terme « ne signifie aucun privilège juridique pour la langue »³⁸. Ce statut du russe se trouve en parfait accord avec la conception de la langue nationale – à comprendre dans le sens français du terme – dans la politique marxiste-léniniste des nationalités. Dans son article « Faut-il avoir une langue nationale obligatoire ? » de 1914, Lénine, en réponse à ses adversaires libéraux, écrit : « Nous (= les marxistes russes) sommes, bien évidemment, pour que chaque habitant de la Russie ait la possibilité d'apprendre la grande langue russe. Nous ne voulons qu'une chose : un élément de *contrainte*. Nous ne voulons pas envoyer au paradis avec une massue. Car [...] une langue nationale obligatoire est toujours associée à une contrainte, à un 'enfouissement' (*vkolačivanie*) »³⁹. Au contraire, la langue de la compréhension interethnique, définie par Isaev⁴⁰ comme « un moyen d'échange d'information entre différents peuples », est *choisie* librement par les ethnies en raison des besoins du progrès économique et culturel. Dans le même article M. Isaev énumère six facteurs qui ont permis au russe de devenir la langue de communication interethnique en URSS : 1) le poids numérique de ses locuteurs : l'ethnie russe est une ethnie la plus nombreuse de l'URSS (53%). En plus, 7% de la population non-russe a déclaré le russe sa langue maternelle ; 2) le fait que 16.5% des Russes habitent en dehors de la République fédérée de Russie ; 3) la parenté de la langue russe avec les langues de deux autres nations, l'ukrainienne et la biélorusse, qui constituent 33% de la population de l'URSS et n'éprouvent aucune difficulté à apprendre le russe ; 4) le rôle d'avant-garde des régions et populations russophones dans le processus révolutionnaire ; 5) le fait que la langue russe est une des langues les plus « riches » du monde ; 6) les particularités de l'évolution historique de la langue russe, qui non seulement s'est développée en exploitant ses potentialités internes, mais s'est enrichie également grâce aux nombreux emprunts aux autres langues. L'ensemble de ces facteurs « historiques objectifs » ont promu, selon l'analyse d'Isaev, la langue russe au rang de la langue de la communication interethnique en URSS.

Alors que les nouvelles Constitutions de 1978 des Républiques d'Azerbaïdjan, d'Arménie et de Géorgie introduisent le terme de langue nationale (*gosudarstvennyj*) pour désigner la langue commune à la majorité de leurs populations respectives, la Constitution de l'URSS de 1977 et la Constitution de la République fédérée de Russie de 1978 ne disent rien sur le statut de la langue russe en URSS et en Russie, respectivement. Il a fallu attendre la « Loi sur les langues des peuples de l'URSS » adoptée en 1990 pour que le russe devienne la langue officielle sur le territoire de l'URSS (l'article 4, §2), tout en maintenant le titre de langue de communication interethnique. Et c'est en 1991 par la loi « Sur les langues des peuples de la Fédération de Russie », modifiée en 1998 et 2001, que le russe est proclamé la langue nationale de la Fédération de Russie. Son statut de langue nationale est consacré par la Constitution de la Fédération de Russie de 1993 (art. 68) et par la « Loi sur la langue russe en tant que langue nationale de la Fédération de Russie » de 2005.

Les problèmes ne s'arrêtent toutefois pas là. Il s'agit de nouveau de problèmes terminologiques, mais ils reflètent l'aspiration de voir la langue russe au sommet de la hiérarchie, aspiration qui fait écho au rôle de grand frère que devait jouer le peuple russe au sein de l'URSS et qu'il devrait jouer, selon certains, de manière encore plus justifiée, dans la Russie d'aujourd'hui. Ces problèmes sont dus au fait que, après la dissolution de l'URSS, presque toutes les républiques de la Fédération de Russie ont adopté de nouvelles Constitutions ou des textes législatifs qui donnent au russe le statut de langue nationale (*gosudarstvennyj*) au même titre qu'à la langue ethnique de la république correspondante. La Fédération de Russie compte ainsi à présent 26

langues nationales, dont le russe, et leur nombre continue à augmenter. De ce fait, le statut du russe en tant que langue nationale de la Fédération de Russie devient, pour certains, « mal défini » et « ambigu »⁴¹ : le russe est mis sur le pied d'égalité avec les autres langues nationales de la Fédération, et sa fonction de moyen d'unification politique de l'État n'est plus mise en évidence. D'où les voix, dont celles de l'académicien RAN E. Čelyšev et du Recteur de l'Université linguistique de Moscou I. Khaleeva, qui proposent, pour définir cette fonction du russe, d'introduire le terme *obščegosudarstvennyj* 'pannational'. Des modifications de la législation existante sont également proposées pour mettre en évidence le statut particulier de la langue russe. Ainsi, le projet de loi fédérale « Sur les principes de la politique nationale de la Fédération de Russie » prévoit un article spécial (art. 27 « Sur la langue russe comme langue nationale de la Fédération de Russie ») qui énumère les nombreuses fonctions du russe appelée à l'élever au rang supérieur au sein des langues nationales de la Russie : langue nationale de la Fédération de Russie, langue de communication interethnique, langue ethnique du peuple russe et langue mondiale, à comprendre comme langue internationale, c'est-à-dire utilisée comme langue officielle par des organisations internationales.

Il est symptomatique que l'on retrouve la même ambiguïté 'terminologique' dans le nom avec lequel les Russes se désignent et s'identifient⁴². La langue russe dispose en effet du couple de mots *russskij* 'Russe' (nom et adjectif), dérivé de l'ancien nom du pays Rus', *vsrossijanin* 'Russien'⁴³ (nom), dérivé de son nouveau nom *Rossija* 'Russie' calqué sur son nom byzantin (l'adjectif correspondant est *rossijskij*). Le nom *Rossija* est attesté en russe à partir de la fin du XV^e siècle, mais son usage ne devient courant que vers la fin du XVII^e siècle. Actuellement, le mot *rossijanin* désigne les citoyens de la Russie indépendamment de leur origine⁴⁴, alors que *russskij* est réservé aux Russes ethniques. Les sondages montrent qu'en 2003, pour 90% des Russes ethniques, l'identité ethnique correspond à leur identité étatique, alors que 80% des représentants de nombreuses autres ethnies habitant la Russie sont conscients de ce que leur appartenance ethnique ne les empêche pas de se considérer comme *rossijane*, c'est-à-dire citoyens de la Russie⁴⁵. L'appellation *rossijane* est cependant vue d'un mauvais œil par les nationalistes russes : ils la trouvent discriminante pour les Russes ethniques qui constituent actuellement plus de 80% de la population de la Fédération de Russie⁴⁶. C'est probablement pour cette raison que Vladimir Poutine lui a préféré *Dorogiesootečestvenniki!* 'Chers compatriotes !'⁴⁷, plus neutre, alors que Dmitrij Medvedev utilise les formules *Dorogiedruz'ja* 'Chers amis !' et *Graždane Rossii* 'Citoyens de la Russie'. Ainsi, le nom même des Russes, *rossijane* – qui correspondrait à l'identité étatique à la française – tend à s'éclipser du discours des présidents russes. Et si *rossijskij narod* 'peuple de la Russie' et *rossijskij narodny* 'peuples de la Russie' sont monnaie courante, *rossijskaja nacija* 'nation russe', de Russie' soulève aujourd'hui de vives polémiques⁴⁸.

3. Conclusion

Cette étude permet, à mon avis, de rendre compte de l'interdépendance de la politique linguistique et de la langue de cette politique, question que j'ai évoquée dans l'introduction. L'analyse des définitions et de l'usage des mots *peuple* et *nation*, *national* et *ethnique* dans les dictionnaires et le(s) discours sociopolitique(s) russe(s) a mis au jour les difficultés de compréhension. Cette analyse permet aussi de mieux comprendre le jeu complexe des idées ethnopolitiques et de montrer à quel point le rôle des traditions historiques et idéologiques est important dans la façon dont est traitée la 'question nationale'. Comme la politique nationale est à la base de la politique linguistique, le statut de chaque langue en est tributaire. Mais il est tributaire aussi des termes choisis dans chaque langue pour fixer ce statut. Ainsi, les termes *nationalité* et *langue nationale* en français et *nacional'nost'* et *nacional'nyj jazyk* en russe, malgré leur similitude formelle, ne renvoient pas aux mêmes réalités. Et de façon générale, la « question de la langue » couplée à celle de la nation ne se pose pas de la même façon à l'Est et à l'Ouest de l'Europe. À ne pas se méprendre donc !

Notes et références bibliographiques:

¹In V. Wagner (éd.), *Campos abiertos: ensayos en homenaje a Jenaro Talens*, Barcelona, www.linkgua.com, 2011, pp. 93-108.

² Cf. notamment son livre *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

³ A.-M. Thiesse, *La création des identités nationales. Europe XVIIIe – XXe siècle*, Paris, Seuil, 1999.

⁴ Cette opposition dans la conception de la nation est à l'origine de deux grands types de conceptions linguistiques : « politique » et « mécanique » (S. Auroux, « Langue, Etat, Nation : le modèle politique », in P. Sériot (éd.), *Langue et nation en Europe centrale et orientale, du 18^{ème} siècle à nos jours*, Cahiers de l'ILSL, Université de Lausanne, 8, 1996, p. 1/ pp. 1-20). La conception « mécanique » fait de la langue une réalité autonome, évoluant en fonction de ses propres lois. Dans la conception dite politique, la langue est avant tout une réalité sociale susceptible des mêmes réformes et des mêmes interventions que toutes les autres institutions.

⁵ P. Sériot, « Ethnos et Demos : la construction discursive de l'identité collective », *Langages et Société* (Paris, MSH), 79, 1997, p. 39 / pp. 39-52.

⁶ Ce qui rend leur interprétation particulièrement difficile. Les mots russes figurent en effet parmi les 'intraduisibles' dans le *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles* de B. Cassin (éd., Paris, Le Robert /Le Seuil, 2004).

⁷ <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>.

⁸L'*Enciclopedia italiana* de Treccani (*Enciclopedia Italiana di Scienze, Lettere ed Arti*, Roma, Istituto dell'Enciclopedia Italiana-Treccani, 1949) insiste sur la même distinction: « [o]ve per popolo s'intende la moltitudine degl'individui componenti lo stato, il quanto collegati dal vincolo giuridico, la nazione si fonda su vincoli non giuridici, *prima facie* naturali, quindi morali, assai più profondi [...] » (s.v. Nazione).

⁹ P. Larousse éd., *Le Grand Dictionnaire universel du XIXe siècle*, Paris, 1866-1877, s.v. Nation.

¹⁰ Le mot russe utilisé est *nacional'nost'*, j'y reviendrai.

¹¹*Materialy XXIV s'ezda KPSS*, Moskva, Politizdat, 1971, p. 76 (c'est moi qui traduit).

¹²Moskva, Bol'shajaSovetskajaEnciklopedija, 1983, s.v. *Sovetskijnarod*.

¹³ Il n'est pas sans intérêt de souligner, vu que le terme *sovetskajanacija* 'nation soviétique' n'existe pas, une étonnante ressemblance entre la définition du peuple soviétique et celle que I. V. Staline donne à la nation dans son article de 1913 « Le marxisme et la question nationale » : « La nation est une communauté humaine stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et de formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture » (I. V. Staline, *Sobraniesočinienij*, Moskva, OGIZ, 1946, t. 2, p. 296 /pp. 290-367).

¹⁴Étidéologique, selon A. Lazari (ed., *The Russian mentality: lexicon*; tr. by W. Liwarowsky& R. Wawro, Katowice, Slask, 1995, p. 130), qui parle de « 'ideological' status of the Russian language in the period of the expansion of Communism ».

¹⁵ Confirmé par l'analyse de leur emploi dans des textes ; cf. W. Dressler, « Les usages de l'*ethnos*, spécificités du contexte russo-soviétique et post-soviétique », *Journal des antropologues*, 81, 2001, pp. 79-108 ; S. Sakhno, « *Peuple, nation et ethnos* dans le discours russe », *Strates* [En ligne], 12, 2006, <http://7strates.revues.org/1802>.

¹⁶ Comme terme savant au XVIII^e siècle. *Narod*, lui, est un mot d'origine russe avec une 'forme interne' similaire à celle de *natio* en latin : appartenant à la même famille de mots que le verbe *narodit'sja* 'naître' et le nom *rod* 'genre, clan, race', il est sémantiquement lié, à l'instar de *natio*, à l'idée de naissance.

¹⁷ V. Dahl, *Tolkovyjslovar' živogovelikorusskogoazyka*, Sankt-Peterburg, Tovariščestvo M. O. Vol'f, 1903³.

¹⁸ A. P. Evgen'eva (red.), *Slovar' russkogoazyka v 4-x tomach*, Moskva, Russkijazyk, 1981-1984.

¹⁹ S. Sakhno, « *Peuple, nation et ethnos dans le discours russe* », p. 6.

²⁰ Ces deux critères sont du reste très étroitement liés. « Le fait que le critère de la langue ait été le critère de base utilisé au moment du tracé des frontières territoriales, qu'une des principales conséquences pratiques de l'intérêt porté par les politiciens bolcheviques aux nationalités ait été la mise en place d'un programme scolaire dans les langues nationales, montrent l'importance des questions linguistiques au moment où la nationalité ne correspond encore à aucun statut juridique » (J. Cadiot, « Les relations entre le centre et les régions en URSS à travers les débats sur les nationalités dans le recensement de 1926, *Cahiers du monde russe*, vo. 38, N° 4, 1997, p. 612/ pp. 601-616).

²¹ La même confusion terminologique se maintient dans un dictionnaire récent de la langue russe (S. A. Kuznecovred., *Bol'shojtolkovyjslovar' russkogoazyka*, Sankt-Peterburg, Norint, 1998) : les Polonais, les Kazakhs, les Espagnols, les Italiens et les Français sont définis comme *nacija* 'nation', alors que les Russes, les Norvégiens, les Tchétchènes ou les Allemands sont définis comme *narod* 'peuple'.

²² « *Izvestija* », 16.10.2012.

²³ De même, dans l'encyclopédie *Narody mira* (Ju. V. Bromlejred., Moskva, Sovetskajaènciklopedija, 1988), le terme *narod* figure dans le glossaire en tant que terme générique désignant une « communauté méta-ethnique » (*metaètničeskajaobščnost'*), c'est-à-dire tout type de communauté ethnique.

²⁴ Et encore ! Les Russes ne sont pas définis comme citoyens de la Fédération de Russie, mais comme des « personnes appartenant à la nation russe » (cf. la définition ci-dessus). Et un autre terme consacré par l'usage à l'époque soviétique était *nacii i narodnostiSovetskogoSojuza*, terme incontestablement ethnographique, où *nacija* 'nation' côtoie *narod'nost'* 'ethnie'.

²⁵ Moskva, Rossijskajaènciklopedija, 2000, s.v. Nacija.

²⁶ Le dictionnaire de V. Dahl donne le mot *nacional'nost'* comme synonyme de *narodnost'*, « l'ensemble de propriétés et l'habitus qui distinguent un peuple d'un autre ».

²⁷ Comme le propose le site officiel <http://constitution.ru/fr>.

²⁸ Cf. plus en détails O. Inkova-Manzotti, « Pour une analyse linguistique d'un concept culturel : la notion de *citoyen* », in J. Aden (éd.), *De Babel à la mondialisation : apport des sciences sociales à la didactique des langues*, CNDR-CRDP de Bourgogne, coll. Documents, actes et rapports pour l'éducation, 2005, pp. 373-384.

²⁹ S. Sakhno, « *Peuple, nation et ethnos dans le discours russe* », p. 5.

³⁰ A. Agadjanian, « Pluralisme religieux et identité nationale en Russie », *International Journal on MulticulturalSocieties (IJMS)*, vol. 2, n° 2, 2000, pp. 125-151.

³¹ Cf. l'analyse discursive du terme chez L. Kastler (« Histoire discursive des mots : *russité /non-russité* », in V. Beliaikov (éd.), *La société russe à travers les faits de langues et les discours*, Éditions Universitaires de Dijon, coll. *Sociétés*, Dijon, 2009, pp. 67-76).

³² Ce qui n'est pas étonnant : « Des tendances anti-impériales se manifestent dans un refus du "pouvoir" de la langue, un choix du "parler national", contre la "langue" nationale qui tire toujours du côté de la langue d'empire » (P. Caussat, *Introduction générale*, in P. Caussat et al. (éds), *La langue source de la nation. Messianismes séculiers en Europe centrale et orientale du XVIIIe au XXe siècle*, Paris, Mardaga, 1996, p. 27).

³³ P. Sériot parle même de l'importance démesurée de la question de la langue en Russie, et plus généralement en Europe centrale et orientale, en ce qui concerne la 'question nationale' (P. Sériot, « La linguistique spontanée des traceurs des frontières », *Cahiers ILSL* (Lausanne), 8, 1996, p. 282 /pp. 277-304).

- ³⁴ Cités d'après P. Sériot, « Le cas russe : Anamnèse de la langue et quête identitaire (la langue-mémoire du peuple) », *Langages*, n°114, 1994, p. 94/ pp. 84-97.
- ³⁵ Konstantin Ušinskij (1824-1871), un grand pédagogue russe et ukrainien.
- ³⁶ R. L'Hermitte, « Utopie et langage en URSS », *Revue des études slaves*, 56/1 (« L'utopie dans le monde slave »), 1984, p. 135/ pp. 127-140).
- ³⁷ M. I. Isaev, *Stotridcat' ravnopravnyx (o jazykaxnarodov SSSR)*, Moskva, Nauka, 1970, p. 65.
- ³⁸ M. I. Isaev, « Rešenienacional'no-jazykovyxproblem v sovetskujuèpoxu », *Vorposyjazykoznanija*, 6, 1977. p. 10/ pp. 3-12.
- ³⁹ V. I. Lenin, « Nužen li objazatel'nyjgosudarstvennyjjazyk ? », « Proletarskaja Pravda », 14 (32), 18.01.1914.
- ⁴⁰ M. I. Isaev, « Rešenienacional'no-jazykovyxproblem v sovetskujuèpoxu », p. 10.
- ⁴¹ V. Neroznak, M. Oreškina, R. Sabamkoev, « Russkijjazyk v rossijskomzakonomodatel'stve », 22.06.2001, http://www.gramota.ru/biblio/magazines/gramota/society/28_73 consulté le 16.11.2012.
- ⁴² Notons que les Russes éprouvent les mêmes difficultés dans le choix du mot désignant une personne à qui l'on s'adresse pour remplacer le terme de l'époque soviétique *tovarišč* 'camarade'. Cf. O. Inkova-Manzotti, « Pour une analyse linguistique d'un concept culturel : la notion de *citoyen* ».
- ⁴³ Le mot n'est pas consacré par l'usage, mais peut être utilisé pour rendre la spécificité des termes russes. Parmi les rares langues qui sont à même d'expliciter cette différence, on peut citer l'allemand, langue dans laquelle existe, même s'il est peu fréquent, le mot *Russländer*, dérivé de *Russland*, alors que *Russe* correspond dans cette dichotomie à *russikij*, c'est-à-dire à une personne d'origine russe.
- ⁴⁴ Ce nouvel emploi du mot *rossijanin* est signalé par Ju. Stepanov (*Konstanty. Slovar' russkojkul'tury*, Moskva, Jazykirusskojkul'tury 1997, p. 509).
- ⁴⁵ N. Konygina, « Počemurusskiesčitajutsebjarusскими », *Izvestija.Ru*, 16.09.2003, <http://www.rambler.ru/db/news/>.
- ⁴⁶ Les longs débats au parlement russe en avril 1992 sur le nom du pays (*Russie* ou *Fédération de Russie*) reflètent également l'importance de l'acte de nommer dans la fabrication de l'identité nationale.
- ⁴⁷ Formule approuvée également par les représentants de l'église orthodoxe (<http://www.pravoslavie.ru/jurnal/ideas/rusnarod.htm>).
- ⁴⁸ Pour plus de détail cf. O. Inkova, « Les Russes : peuple ou nation ?... ».